

# GILLES MARTINET THÉORICIEN...

SI Gilles Martinet n'était pas directeur de « France-Observateur », il y a bien des chances que son petit livre « Le marxisme de notre temps » ne serait pas paru. Si l'auteur n'était pas secrétaire du P.S.U. nous aurions laissé l'œuvre mourir dans l'obscurité de la belle mort prématurée. Il y a tant eu de dépasseurs du marxisme depuis un siècle ! Mais le rôle de Martinet lui ayant inspiré la prétention de se faire théoricien, et même le théoricien du marxisme de notre temps, nous nous devons de faire un sort à aussi noble ambition. D'autant que ce n'est pas tous les jours que l'on entend préférer avec une aussi charmante modestie : « Il ne s'agit plus de discourir sur les possibilités de renouvellement du marxisme, il s'agit de le renouveler. » (On aura noté la paraphrase de la première thèse de Marx sur Feuerbach). Ce n'est pas tous les jours non plus que quelqu'un nous révèle que « son originalité est d'appliquer la méthode marxiste au marxisme lui-même » (singulière ignorance ou culot monstre !) et qu'il va résoudre en 172 pages les problèmes de l'Etat, de la démocratie, de l'évolution du Tiers-Monde et des grandes perspectives internationales, en complétant et développant au passage la théorie de la révolution permanente. Le marxisme était arrêté, dit Martinet après Sartre (mais sans le citer). Cet athlète va le remettre en marche. Assistons à cet accouchement de montagne.

## Première souris

### Rénovation de la théorie de l'Etat

Lénine avait dégagé, précisé et enrichi la conception marxiste de l'Etat dans son ouvrage « L'Etat et la Révolution ». Martinet rappelle que les sociaux-démocrates, depuis quarante-cinq ans, répètent : « Voyez où a abouti Lénine. Il a critiqué impitoyablement la démocratie parlementaire, mais qu'a-t-il mis à la place ? D'un côté, une vision utopique de la société socialiste, de l'autre un système politique qui conduisait inévitablement à la dictature, non pas d'une classe, mais d'un parti et bientôt d'un homme... » Martinet assure ne pas accepter le dilemme voie parlementaire ou stalinisme. En effet, il accepte la critique que fait Lénine de la démocratie bourgeoise et ne veut pas en revenir à Léon Blum, mais, en revanche, il repousse les « hypothèses de travail » léninistes. « Ne constituent-elles pas, remarque-t-il, un simple développement des hypothèses que Marx et Engels avaient eux-mêmes mises en avant au lendemain de la Commune de Paris ? C'est indiscutable... Est-ce à dire qu'il faut commencer par remettre en cause les idées avancées dans ce domaine par Marx et Engels ? Cela me paraît couler de source ». Pourquoi pas en effet si ces idées sont fausses ; il n'y a pas de textes sacrés, nous en sommes bien d'accord. Mais de quoi s'agit-il Martinet ne le dit pas clairement. Il s'agit de la dictature du prolétariat, c'est-à-dire de la démocratie directe des producteurs s'établissant après la saisie insurrectionnelle du pouvoir et la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois.

Qu'y a-t-il de faux là-dedans ? Ici, la critique de Martinet ne se distingue en rien de la vieille critique social-démocrate. C'est la critique d'une portée de bélices. La voie de Lénine (et de Marx) serait fautive parce que l'U.R.S.S... Staline est contenu dans Lénine. Sans révolution en Europe, il ne pouvait y avoir que la terreur en Russie. La faute de Staline n'est pas vingt-cinq ans de terreur contre-révolutionnaire, c'est d'avoir nié la nécessité de la terreur. Quant à Trotsky qui explique le Thermidor soviétique par l'isolement d'un Etat ouvrier arriéré, il aurait dû faire comme Staline à sa place puisqu'il ne répudiait pas le léninisme et s'en tenait au « petit livre » « L'Etat et la Révolution ».

Ces pauvretés traînent partout. Cela évite à Martinet de les exposer systématiquement. Ce sont pour lui des évidences. Pourtant, Trotsky est gênant. C'est qu'il a donné une réponse au problème de la bureaucratie. Le danger de bureaucratiation, a-t-il expliqué, existe pour toutes les révolutions victorieuses, mais ce n'est que dans certaines conditions de retardement du processus de généralisation de la révolution que la bureaucratie peut s'ériger en caste réactionnaire. Martinet est-il d'accord avec cette analyse qui a enrichi le marxisme d'un chapitre nouveau ? On ne sait. Il a bien relevé en passant que les prévisions de Lénine avaient été faites « dans un moment où il croyait que la révolution russe précéderait de peu la révolution européenne ». Pour Martinet, ce n'est qu'une erreur de plus de Lénine, et il ignore superbement les révolutions allemandes et hongroises et les responsabilités de leur échec. Il ne mentionne pas l'opposition de la théorie du socialisme dans un seul pays opposé à la politique trotskyste d'extension de la révolution. Que pense-t-il à ce sujet ? Le lecteur n'en saura rien non plus. Mais nous verrons que, pour Martinet, l'instauration du socialisme dans un pays isolé n'est pas impossible. Par ailleurs, il possède admirablement l'art de l'esquive des questions cruciales : au lieu de répondre aux questions qu'il pose, il passe aux suivantes. Ici, il a « enveloppé » le stalinisme. Il n'en sera plus question. Promu nécessaire conséquence du bolchevisme,

il est exorcisé avec le rejet de Lénine et de son *Etat et la Révolution*.

Au lieu de se prononcer sur l'analyse trotskyste de la bureaucratie, il attribue à Trotsky sa propre confusion quant à la définition de la bureaucratie et passe aux théoriciens de la « classe bureaucratique » que Trotsky a combattu avec acharnement jusqu'à sa mort. Il n'est pas difficile, aujourd'hui, de voir qu'effectivement ces « théoriciens » de « l'ère des directeurs » avaient tort. Mais Martinet souffrirait d'approuver Trotsky ; aussi ressort-il un texte tronqué, publié cent fois depuis vingt ans par tous ceux qui veulent opposer Trotsky à ses partisans, et dans lequel le grand théoricien émet l'hypothèse que, sans révolution après la Seconde Guerre mondiale, dans l'incapacité du prolétariat à prendre le pouvoir, il faudrait réviser les analyses marxistes établies jusque-là et considérer que l'U.R.S.S. n'a pas été un Etat ouvrier dégénéré mais le précurseur d'un nouveau régime d'exploitation à l'échelle internationale. Martinet laisse croire qu'il s'agit là du dernier mot de Trotsky, alors que cette hypothèse était pour lui la moins probable, une simple démonstration de son peu de dogmatisme. Par sa pirouette, Martinet renvoie Trotsky dans le camp de ses adversaires « collectivistes bureaucratiques », sous-entend qu'aucune des solutions alternatives envisagées par Trotsky ne s'est réalisée : ni révolution, ni « ère des directeurs ». Quel esprit talmudiste chez un homme qui répudie les textes sacrés ! En fait, avec des rythmes et des modalités imprévues parce qu'imprévisibles (l'histoire ne réalise les prévisions les plus perspicaces qu'avec une marge qui est celle que la vie met entre le rationnel et le réel) des victoires révolutionnaires ont été la conséquence directe de la Seconde Guerre mondiale : révolution yougoslave, révolution chinoise, révolutions coloniales qui se succèdent sans discontinuité ; quant à la bureaucratie soviétique, sa crise a mis dix ans à éclater, mais dix autres années ne l'ont pas épuisée et nous ne sommes pas au bout de ses remous spectaculaires. C'est donc la perspective la plus optimiste de Trotsky qui s'est réalisée.

Et la révolution de la conception de l'Etat dans tout cela ? Martinet l'a oubliée en route. Ou bien il faut tenir pour sa réponse deux sous-entendus :

La bureaucratie n'est pas une classe (nous le savions), c'est la partie d'une classe travailleuse qui est nécessaire, parce que seule capable de diriger l'économie complexe de notre temps. En effet, les ouvriers ne sont pas capables de gérer l'économie moderne et, en le prétendant, Lénine n'a été qu'un utopiste. Le seul problème est d'assurer la démocratie entre ces diverses couches de travailleurs.

Mais faut-il détruire l'appareil d'Etat bourgeois ? Faut-il répudier la théorie de la dictature du prolétariat ? Ces questions n'intéressent pas Martinet. « Il est assez vain, écrit-il, d'imaginer comment le capitalisme européen sera vaincu (et le khrouchtchevisme dépassé). » Martinet ne tombera pas dans les utopies comme un vulgaire Lénine ! Quant à nous, nous restons sur notre faim théorique. Le tonnerre du début du livre annonçait la naissance d'une Sierra Maestra idéologique. Voici naître une première souris à la taille des trous du plancher de « France-Observateur ».

## Deuxième souris

### Découverte de la démocratie socialiste

Martinet ne sait pas comment prendre le pouvoir. Mais quand il lui tombera dans le bec, il sait comment il faudra gérer la société. Il peut même déjà donner des conseils à ceux qui ont su prendre le pouvoir selon les vieux principes utopiques du marxisme non-rénové.

Les socialistes ont toujours été démocrates en principe ; mais, en fait, quand ils ont le pouvoir, ils n'ont nulle part réalisé la démocratie socialiste. Pourquoi ? Pour deux raisons, selon Martinet : ils n'en avaient pas les moyens matériels et ils étaient contre le pluralisme politique. Mais voilà de grandes nouveautés théoriques :

1. La troisième révolution industrielle change tout ; désormais on a les moyens de la démocratie ;
2. Il faut opposer au parti, conscience de la classe selon Lénine, le multipartisme socialiste.

Cette dernière découverte de Martinet est l'occasion du numéro dont il raffole : renvoyer Staline et Trotsky dos à dos. Il y va d'une citation de Staline qui condamne, en 1925, la politique de la guillotine, ce qui, selon nous, démontre seulement combien le bolchevisme (Staline n'exprimant alors qu'un point de vue bolchevik) était d'une nature opposée au stalinisme, et d'une citation de Trotsky expliquant comment toute fraction peut, dans son développement devenir expression d'intérêts de classe étrangers à ceux du prolétariat. La première contredit-elle la seconde ? Aucunement ! Et d'autant plus que Trotsky, en exprimant une vérité maintenant bien prouvée n'en concluait pas à l'interdiction des tendances et fractions, mais seulement à la vigilance à leur égard. La calomnie implicite dépasse ici la personne de Trotsky pour atteindre tout le bolchevisme auquel on reproche

d'avoir contenu la théorie du parti unique. Martinet serait bien en peine de citer un seul texte antérieur au stalinisme défendant un tel point de vue. Les bolcheviks étaient partisans de la pluralité des partis soviétiques. Seules les conditions de développement de la révolution russe, l'implacable logique du renversement de l'arme de la critique en critique des armes, obligea les bolcheviks à la suppression successive des partis, puis à l'interdiction des fractions. Trotsky s'est longuement expliqué à ce sujet, et sur le caractère provisoire qu'avait dans leur esprit ces mesures autoritaires prises dans la « citadelle assiégée ». Le réaliste Martinet oublie les faits et nage ici en pleine abstraction, en pleins « principes ».

Lui, il a sa panacée : le pluralisme politique. Ne lui demandez pas d'analyse montrant comment les mêmes intérêts peuvent s'exprimer dans plusieurs programmes différents, ou quelles garanties on peut avoir que les hommes armés de programmes exprimant les intérêts prolétariens, les uns de façon conséquente, les autres de façon erronée, ne s'affronteront pas violemment en période de crise révolutionnaire. La troisième révolution industrielle arrangera tout.

Tellement que l'ennemi de classe lui-même pourra se voir accorder une complète liberté d'expression, une fois la prédominance accordée aux courants socialistes. Ceux qui penseront que voilà bien un utopisme pire que celui de Lénine n'imaginent pas comme l'énergie atomique permettra des transitions pacifiques vers le socialisme.

Car c'est de cela qu'il s'agit. Martinet assure que les « ouvriers armés » ne peuvent gérer la société de notre temps, mais, en revanche il croit, comme son ami Mendès-France, aux nouvelles couches sociales. Certes, il est opposé aux grands technocrates, mais il peut toutefois, en l'an V du gaullisme, Pompidou étant premier ministre, écrire sans rire : « Ceux-ci (les hauts fonctionnaires) n'obéissent pas aux injonctions des banquiers et des industriels ; ils cherchent au contraire, à leur imposer l'application d'une politique d'ensemble : ce n'est pas leur faute si cette politique tend finalement à contraindre les capitalistes individuels à s'incliner devant l'intérêt général... de la société capitaliste ! »

Puisque les ouvriers ne peuvent exercer directement leur pouvoir, leur dictature, mais seulement participer à la gestion, qui tiendra les leviers de commande ? Là encore, Martinet ne répond pas clairement, mais on devine que ce sera la couche sociale de travailleurs que sont les techniciens, les cadres, les hauts fonctionnaires démystifiés, ceux, en somme, que son parti représenterait au sein du multipartisme socialiste. La bureaucratie nécessaire se retrouve ici ; ce serait une technocratie de gauche.

Elle gouvernerait essentiellement par une chambre économique (pour les précisions, voir Mendès-France : *la République moderne*). Quant au pouvoir politique, il serait encore exprimé par une chambre législative, un parlement, mais « privé du droit de désigner le gouvernement ». Grâce à la troisième révolution industrielle, la dictature du prolétariat n'est plus possible mais, en revanche, on peut passer directement du gouvernement des hommes à l'administration des choses (par les bureaucrates) ; on atteint d'un seul coup, aux bureaucrates près, les buts ultimes du socialisme.

Dans cette belle utopie, la résistance politique et économique de la classe bourgeoise dépossédée du pouvoir (souvenez-vous qu'il ne faut pas demander comment) est liquidée sans terribles violences et sans retour. Tout laisse à penser que la prise du pouvoir dont Martinet se refuse à parler, aurait lieu pacifiquement, simple « passage de la prédominance de la bourgeoisie à la prédominance de la classe ouvrière » par la socialisation de « tous les pôles de domination économique ».

Tout ceci suppose que, devant les menaces contre son pouvoir, la bourgeoisie ne réponde pas par ses méthodes ordinaires de coercition et de répression ; en dernière analyse par le fascisme. Là encore, Martinet élude. Il repousse l'éventualité de voir réapparaître les formes classiques du fascisme. Il y oppose les formes traditionnelles françaises du militarisme et la personnalisation du pouvoir. En aucun domaine, ce novateur ne sait prévoir autre chose que ce qu'il a sous le nez. Sa réponse n'en est pas une. Le fascisme s'est trouvé dans chaque pays des formes adaptées aux traditions nationales. Le fait que Franco soit général, n'empêche pas son régime d'avoir été du fascisme. Opposer bonapartisme à fascisme c'est ne pas voir qu'il s'agit de deux étapes différentes correspondant à des situations différentes, mais que l'un a été souvent le fourrier de l'autre. Martinet, dont le journal a crié au putsch fasciste après et avant avril 1961 se foure maintenant la tête dans le sable pour ne pas voir et ne pas prévoir.

Sa réponse « toute nouvelle » aux problèmes de notre temps n'est que l'éternelle réponse réformiste (celle de Bernstein entre autres) ; sur les progrès de l'économie et de la technique, il rebâtit le mythe de l'autodestruction du capitalisme et de l'évolution facile et non-violente vers le socialisme. La seconde souris dont il accouche ici n'est différente de celles du passé que par le poil ; elle est albinos, ce qui est un signe de fragilité.

Nous verrons dans un prochain article comment Gilles Martinet complète la théorie de la révolution permanente, étend ses conquêtes à l'Europe entière, et remet en marche le marxisme jusqu'alors arrêté.

M. LEUWEN